



### First Aquitaine Industries

La mobilisation perdue pour pérenniser l'activité de First Aquitaine Industries (ex Ford). J'ai demandé une nouvelle fois à la ministre de l'économie de maintenir son implication sur ce dossier. 1 million d'euros ont été versés par l'Etat au titre de la prime à l'aménagement du territoire.

### Relancer le maraîchage

Avec le concours de la Région et de la ville d'Eysines, j'ai souhaité mettre en place une formation pour soutenir la filière maraîchère et favoriser la reprise d'exploitation et la création de micro entreprise. Elle permettra aussi d'anticiper les mutations notamment dans le cadre d'une agriculture raisonnée.

### Assurer la sylviculture

Le ministre de l'agriculture m'a répondu favorablement sur la nécessité d'étudier avec la profession la création d'un fonds de garantie mutualisé. Ce sera un des objectifs du prochain projet de loi sur la modernisation de l'agriculture.

### Amélioration de l'offre de formation

Depuis 2008, l'offre de formation pour les jeunes et les adultes a augmenté de 15 % pour atteindre 49 578 heures de formation en 2010. J'ai obtenu la diversification des formations.

Désormais une quinzaine de secteurs d'activités sont proposés. Les conditions d'accueil se modernisent : extension de la maison familiale et rurale de Saint-Yzans ; 6 millions d'euros pour la rénovation du LP de Pauillac, mise à l'étude d'une plateforme emploi, formation, insertion à Lesparre. Les négociations s'ouvrent pour créer un CAP charpente bois au lycée des métiers de Blanquefort.

### Port du Verdon

Le port du Verdon ne peut être le jardin paysager de la côte charentaise. L'Etat doit enfin s'impliquer pour son développement et tous les décideurs doivent tirer dans le même sens. J'ai demandé la création d'un Comité de pilotage regroupant la Région, le Département, la CUB et le grand port maritime de Bordeaux. L'avenir du port de Bordeaux passera par le développement du site du Verdon avec des projets crédibles et compatibles avec l'environnement du site.

### Parc Naturel Régional (PNR)

Les études de préfiguration ont débuté. Le PNR développera une politique innovante et concertée d'aménagement et de développement économique, social et culturel sur l'ensemble du Médoc. C'est une opportunité pour lier protection de l'environnement et essor économique sur la base de projets choisis et crédibles.

### Réserve naturelle d'Hourtin

La réserve naturelle d'Hourtin qui vient d'être créée, est l'une des plus grandes de France. Elle s'inscrit pleinement dans la démarche de développement cohérent que nous voulons pour le Médoc.

### Aire marine protégée

La protection des richesses de l'estuaire de la Gironde est aussi une nécessité. Les premières phases d'études de l'aire marine ont été lancées.

### Voie ferrée Bordeaux-Le Verdon

La gare de Margaux vient de réouvrir. Les travaux d'amélioration des gares de Blanquefort, Lesparre s'achèvent. J'ai demandé la mise en circulation de wagons à grande capacité les jours d'affluence. L'obtention des 10 nouvelles dessertes et le cadencement ont déjà permis une hausse de la fréquentation de 37 %.

### Aménagements de la RD1215

Après la fin des travaux paysagers de la déviation d'Eysines, la réalisation du carrefour de Germignan est en cours puis suivra la déviation Saint-Aubin/Le Taillan. Cet aménagement de 49 millions d'euros fera sauter le bouchon du Taillan, réduira les délais de déplacement et facilitera l'entrée sur l'agglomération bordelaise et l'accès au Médoc.

Les premières études sur la déviation de Lesparre sont en cours. La petite déviation de Carcans est achevée. Celle de Lacanau est lancée. Le programme de rénovation de la chaussée entre Saint Laurent et Le Verdon se poursuit.

Près de 90 millions d'euros ont été engagés par le Conseil Général pour l'amélioration du réseau routier médocain.

### Canadairs

Afin d'assurer la protection du massif forestier, de ses usagers et des pompiers, j'ai obtenu le stationnement de deux canadairs en Gironde cet été. Ils ont permis de limiter les conséquences des incendies compte tenu de l'état de la forêt après la tempête.



La Lettre de Pascale Got n° 2 - Directeur de la publication : Pascale Got - Responsables de la rédaction : Pascale Got, Nhu Minh Nguyen et Daniel Boucau - Maquette/Impression : BLF Impression - Tirage : 50 000 exemplaires - Dépôt légal à parution - ISSN en cours Document imprimé sur papier certifié PEFC provenant de forêts gérées durablement - sous le N° de chaîne de contrôle FCBA008-00922.



# La lettre de votre députée

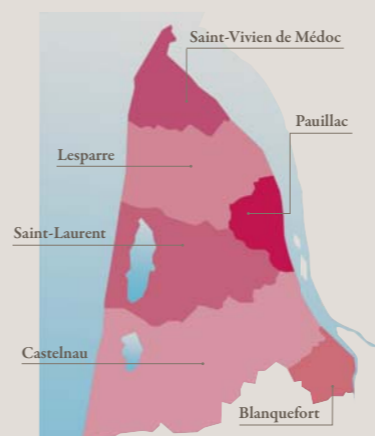
# Pascale GOT

LETTRE NUMÉRO 2



- Membre de la commission des affaires économiques
- Vice-présidente du groupe d'études presse
- Vice-présidente du groupe d'études chasse
- Membre du groupe tourisme et du groupe viticulture
- Membre du Comité national de suivi de la TVA dans la restauration
- Co-rapporteur de la Mission d'information sur la réglementation applicable aux résidences mobiles

### 5<sup>ème</sup> CIRCONSCRIPTION



### BUREAUX PARLEMENTAIRES

Eysines : 2 avenue de la Libération  
BP 30 - 33320  
Tél. : 05 56 15 65 28 / Fax : 05 56 15 51 36  
Lesparre : Hôtel de ville

### Une incroyable dérive

Jamais depuis la seconde guerre mondiale, la France n'a connu des comptes publics aussi inquiétants.

Le Gouvernement ne contrôle ni la dette ni le déficit. Il emprunte 1 milliard d'euros par jour pour assurer le fonctionnement de l'Etat. Il emprunte pour rembourser les emprunts, supérieurs désormais à 1500 milliards d'euros. Il est pris dans une spirale d'endettement que le nouveau grand emprunt aggravera.

Le Gouvernement se justifie par la crise. Mais cette dérive financière est antérieure. Elle émane avant tout de choix politiques que la crise aggrave : les avantages pour quelques uns, la facture pour tous et notamment pour les classes moyennes qui paient les 20 milliards de cadeaux fiscaux annuels.

Sans ces cadeaux, nul besoin de privatiser la Poste, nul besoin de créer 19 nouvelles taxes en deux ans, nul besoin de baisser les aides aux collectivités locales, nul besoin de les laisser seules assurer 75 % de l'investissement public, nul besoin de démanteler les services publics.

Ces choix fiscaux, improductifs pour l'économie, n'enrayent pas l'envolée du chômage notamment celui des jeunes. Plus de 1000 demandeurs d'emplois supplémentaires chaque jour.

Cet endettement colossal pèsera pendant des dizaines d'années sur le budget des Français. Il imposera de nouvelles hausses d'impôts. Faute de réaction, il limitera pour longtemps les moyens d'action de la France.

Il est encore temps de dénoncer cette dérive. C'est aussi le sens de mon engagement et de mes interventions à l'Assemblée Nationale.

📞 La députée en direct au 05 56 15 65 28

Un samedi par mois, échangez directement avec Pascale GOT

📺 Découvrez interviews, agenda, vidéos sur [www.pascalegot.fr](http://www.pascalegot.fr)

@ Recevez la lettre info



**JEAN-JACQUES CORSAN,**  
Député suppléant, Conseiller Régional  
Maire de Saint-Germain d'Esteuil



Deux fois par an, je présente publiquement un compte-rendu de mon travail. Retrouvez le détail des trois rencontres précédentes sur [www.pascalegot.fr](http://www.pascalegot.fr)



## A l'Assemblée Nationale, je suis intervenue pour...

### ► Défendre les classes moyennes

« ... en pénalisant les classes moyennes par la réduction du pouvoir d'achat et la baisse de perspectives d'ascension sociale, vous remettez en cause la stabilité sociale de notre pays. Vous mettez les classes moyennes au cœur de vos discours, mais vous les fourvoyez par vos mesures (...) Si vous persistez dans une politique Zébulon, une politique des mots et du geste, à la violence économique répondra la violence sociale ; ce n'est pas souhaitable. » *(Interpellation du Premier ministre 18-03-09)*

### ► Refuser le travail du dimanche

« Votre texte, est une succession de ruptures d'égalité, intellectuelle, professionnelle, sociale et financière. Vous allez pénaliser des salariés qui subissent déjà les contraintes du travail dans les commerces ouverts le dimanche, en particulier les femmes, très nombreuses à être concernées et pour qui aucune structure n'est prévue, notamment en matière de garde d'enfants... » *(Interpellation du ministre du travail 9-07-09)*



« ... vous continuez de faire voler en éclats les acquis sociaux en démantelant un nouveau pan du droit du travail mais aussi notre vie sociale et nos habitudes culturelles. Pour ces raisons, notre position n'a pas varié et nous refusons ce texte. » *(Intervention Commission des Affaires Economiques 17-06-09)*

### ► Relancer la politique industrielle

« ... en deux ans, 110 000 emplois industriels ont été supprimés. Autant de familles meurtries qui perdent leur dignité, leur pouvoir d'achat (...) C'est dans l'innovation et la recherche que les 15 milliards du paquet fiscal auraient pu valablement s'employer. Allez-vous attendre que tout explose pour mettre en place une véritable politique industrielle (...) » *(Interpellation du Premier ministre 15-04-08)*

### ► Le droit à l'environnement

« La politique de développement durable doit absolument s'appliquer aux échanges internationaux de la France pour faire reconnaître le droit de tous les peuples aux biens publics fondamentaux tels que l'environnement, l'eau, la santé, la biodiversité... » *(Interpellation du ministre de l'environnement 9-10-08)*

### ► Dénoncer le manque de logement

« Madame la ministre, ce n'est pas d'exclusion dont les Français ont besoin, mais de construction massive de logements adaptés à leurs besoins et à leurs moyens financiers. Ce n'est pas d'une énième loi sur le logement dont la France a besoin, mais d'une volonté politique et de financements massifs et durables pour permettre aux Français de se loger décemment. » *(Interpellation du ministre du logement 29-01-09)*

### Quelques textes que j'ai proposés et défendus

- Réduire à un mois le préavis à donner au propriétaire lorsque le logement loué devient inadapté en cas de maladie avérée, sans condition d'âge (Amendement 718 loi Logement)
- Prioriser la construction de 5000 hébergements d'urgence (Amendement 401 loi Logement)
- Renforcer la mixité sociale dans les logements sociaux, notamment pour protéger les classes moyennes (Amendement 708 loi Logement)
- Empêcher l'exposition des populations aux risques technologiques en interdisant l'implantation d'établissements classés Seveso 2 à proximité des habitations (Amendement 42 loi Grenelle environnement)
- Maintenir internet comme outil de promotion commerciale pour la filière viticole, maintenir le principe des dégustations de vins (Amendements 1829, 2127, 2129, 1449 loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires)
- Interdire les importations extracommunautaires de biocarburants en France (Amendement 110 Loi Grenelle environnement)
- Faciliter les possibilités de retrait pour les propriétaires d'immeubles en temps partagés (Amendements 78, 79 loi Tourisme)

### ► M'opposer aux surloyers

« En baissant les plafonds de ressources d'accès au logement social, vous écartez les classes moyennes à faibles revenus et vous augmentez le nombre de ménages qui devront payer un surloyer. Cela alourdira considérablement les charges locatives dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat et d'insécurité pour l'emploi. »

Vous allez fragiliser financièrement des milliers de ménages des classes moyennes et en refouler d'autres, dans les pires conditions, dans le locatif privé. » *(Interpellation du ministre du logement 29-01-09)*



### ► Enrayer le désert médical

« ... il manque des mesures réellement incitatives pour assurer l'installation de médecins dans les territoires qui souffrent d'une désertification médicale. Il faut affronter plus vigoureusement le désert médical et refonder un système de santé de proximité, car nos populations sont en souffrance. Nous vous présenterons des amendements à ce sujet... » *(Interpellation du ministre de la santé 11-02-09)*

### ► Soutenir les personnes âgées

« ... la solidarité avec les personnes âgées et handicapées s'impose et on ne saurait longtemps en rester à des actions symboliques. C'est la responsabilité de l'État qui est engagée, notamment pour le financement (...) Mieux vaudrait poser les bonnes questions devant la dépendance et le handicap, rendues plus cruciales encore par le manque de médecins et de personnels soignants, la fermeture des hôpitaux de proximité et le gel des crédits de santé... » *(Interpellation du ministre du travail 26-03-08)*

### ► Valoriser le tourisme

« Ce texte pose des questions sans apporter de véritables réponses. Des pans entiers du tourisme ne sont pas abordés : le statut des mobile-homes, le travail et l'hébergement des saisonniers, la petite hôtellerie familiale, la revalorisation des équipements de tourisme social. Nous vous proposerons des amendements en ce sens. » *(Interpellations du secrétaire d'Etat au tourisme 14-06-09 ; 16-06-09)*

### ► Lutter contre la suppression des bureaux de poste

« ... en plus de la suppression des bureaux de poste, nous subissons une réduction très sensible des horaires, sans concertation avec les représentants des territoires, et avec des conséquences non négligeables. (...) quelle suite sera donnée au projet d'ouverture du capital de La Poste ?... » *(Interpellation du secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire 28-10-08 et du Président du Groupe La Poste 1-04-09)*

### ► Défendre la filière viticole



« ... tout en respectant le cadre de la loi Évin, il est indispensable de considérer Internet comme un outil de travail pour la filière viticole française... Bannir les sites web touristiques d'une région viticole signifierait aussi la fin de l'œnotourisme, porteur d'emplois et de revalorisation des territoires... » *(Interpellation du ministre de la santé 5-03-09)*

### ► Le respect des chasseurs

« ... en matière de chasse, il est temps de dépasser les combats d'arrière-garde complètement stériles ; il est temps de croire à une chasse apaisée et raisonnée, de faire confiance aux chasseurs et à leurs actions... J'en veux pour preuve l'acquisition et l'aménagement des zones humides menacées dans le Médoc. Les chasseurs achètent, réhabilitent, entretiennent et valorisent... » *(Interpellation du ministre de l'environnement 18-12-08)*

Retrouvez l'intégralité  
du travail parlementaire sur  
[www.pascalegot.fr](http://www.pascalegot.fr)

- 122 Questions écrites au Gouvernement
- 98 interventions à l'Assemblée Nationale
- 1839 amendements
- 25 propositions de loi

